



CHAPITRE 20

Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal

[Sanctionnée le 18 juin 1980]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

CHAPITRE I

ACQUISITION PAR LA COMMISSION DE TRANSPORT DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL DE CERTAINES ENTREPRISES DE TRANSPORT EN COMMUN

SECTION I

DÉFINITIONS

Interpré-
tation:

«Commis-
sion»;

«date
d'acqui-
sition»;

«Frater-
nité».

1. Dans le présent chapitre, on entend par:

1° «Commission»: la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal;

2° «date d'acquisition»: la date à laquelle la Commission devient propriétaire ou possesseur du capital-actions ou des biens acquis, de gré à gré ou par expropriation, de la compagnie Métropolitain Provincial (1967) Inc. ou de la compagnie Autobus Trans-Urbain Inc., selon le cas;

3° «Fraternité»: la Fraternité des chauffeurs d'autobus, opérateurs de métro et employés des services connexes au transport de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal.

SECTION II

ACQUISITION DU CAPITAL-ACTIONS OU DES BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES
DE MÉTROPOLITAIN PROVINCIAL (1967) INC.Interpré-
tation:

«Compagnie»;

«Syndicat».

Dissolution
du
Syndicat.Cessation
d'effet de
convention
collective.Transfert
des
salariés.

Succession.

Licencie-
ment
interdit.«salarié
régulier».Ancien-
neté.**2.** Dans la présente section, on entend par:**1°** «Compagnie»: la compagnie Métropolitain Provincial (1967) Inc.;**2°** «Syndicat»: le Syndicat des employés du transport provincial (C.S.N.), section chauffeurs, division Métropolitain Provincial (1967) Inc.**3.** Malgré le septième alinéa de l'article 287 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, c. 84) et l'article 45 du Code du travail (L.R.Q., c. C-27), dans le cas où la Commission procède à l'acquisition, de gré à gré ou par expropriation, du capital-actions ou des biens meubles et immeubles de la Compagnie, le Syndicat est dissout à compter de la date d'acquisition.**4.** Toute procédure alors en cours en vue de la conclusion d'une convention collective entre la Compagnie et le Syndicat est sans effet. De même, toute convention collective alors en vigueur entre eux cesse d'avoir effet, sauf à l'égard des causes de grief survenues avant la date d'acquisition pour lesquelles la procédure de règlement et d'arbitrage des griefs prévue par cette convention continue de s'appliquer.**5.** Les salariés de la Compagnie inclus dans l'unité de négociation visée par l'accréditation détenue par le Syndicat deviennent alors des salariés de la Commission et sont intégrés à l'unité de négociation visée par l'accréditation détenue par la Fraternité.**6.** La Fraternité succède alors aux droits et obligations du Syndicat et celui-ci doit, dans les trente jours de la date d'acquisition, transmettre à la Fraternité un état certifié de ses finances à la date d'acquisition.**7.** Aucun salarié régulier inclus dans l'unité de négociation visée par l'accréditation détenue par le Syndicat à la date d'acquisition ne peut être licencié en raison de cette acquisition.

Aux fins du présent article, on entend par «salarié régulier» un salarié régulier au sens de la dernière convention collective intervenue entre la Compagnie et le Syndicat.

8. À compter de la date d'acquisition, l'ancienneté des chauffeurs inclus dans l'unité de négociation visée par l'accréditation

détenue par le Syndicat, telle qu'entendue dans la dernière convention collective intervenue entre la Compagnie et le Syndicat, est reconnue comme la durée totale en années, en mois et en jours de service de ces salariés au service du transport de la commission. Le présent alinéa s'applique également à tous les chauffeurs inclus dans cette unité de négociation qui ont été embauchés par la Compagnie depuis la date d'expiration de la convention décrite ci-dessus.

Régime
supplé-
mentaire
de rentes.

Toutefois, l'ancienneté ainsi reconnue ne donne pas droit, aux fins du Régime supplémentaire de rentes pour les employés de la Commission, à la reconnaissance d'un nombre équivalent d'années de service ou d'années de contribution à ce régime; elle ne donne pas droit non plus à un crédit cumulatif de congés payés en cas de maladie pour toute période antérieure à la date d'acquisition, sous réserve toutefois des congés-maladie accumulés au crédit des salariés de la Compagnie avant la date d'acquisition et qui n'ont pas été utilisés avant cette date.

Montant
forfaitaire.

9. Dans le cas où aucune convention collective entre la Compagnie et le Syndicat n'est en vigueur à la date d'acquisition, un montant forfaitaire est versé par la Compagnie à chacun des salariés inclus dans l'unité de négociation visée par l'accréditation détenue par le Syndicat qui était à l'emploi de la Compagnie tant à la date de l'expiration de la dernière convention collective intervenue entre la Compagnie et le Syndicat qu'à la date d'acquisition, à titre de compensation pour la période s'étendant de la date d'expiration de cette convention collective à la date d'acquisition.

Calcul.

Le montant visé dans le premier alinéa est calculé en multipliant le pourcentage de l'augmentation générale de salaire, convenu pour la première année de la convention collective intervenue le 10 décembre 1979 entre la Commission et la Fraternité, par le taux de base horaire applicable, pour la période visée dans le premier alinéa, à l'égard de la catégorie à laquelle le salarié appartenait lorsqu'il était au service de la Compagnie, et par le nombre d'heures, n'excédant pas un total de quarante-deux heures et demie par semaine mais à l'exclusion de tout travail exécuté en temps supplémentaire, pour lesquelles le salarié a été payé ou a droit d'être payé par la Compagnie pour cette période.

Désigna-
tion d'un
commis-
saire
du travail.

10. Une partie intéressée peut, dans les trois mois de la date d'acquisition, par voie de requête adressée au commissaire général du travail nommé en vertu du Code du travail, demander la désignation d'un commissaire du travail pour déterminer si une personne était, à la date d'acquisition, un salarié de la Compagnie inclus dans l'unité de négociation visée par l'accréditation alors détenue par le Syndicat.

Décisions
sujettes
à appel.

La décision rendue par le commissaire du travail en vertu du premier alinéa est sujette à appel devant le Tribunal du travail comme s'il s'agissait d'une décision terminant une affaire, rendue par un commissaire du travail en vertu du Code du travail.

Arbitrage.

11. Toute mésentente relative à l'interprétation ou à l'application de l'article 7 ou du premier alinéa de l'article 8 doit être soumise à l'arbitrage dans les douze mois de la date d'acquisition, conformément à la procédure de règlement et d'arbitrage des griefs prévue par la convention collective intervenue le 10 décembre 1979 entre la Commission et la Fraternité.

Entente
sur travail
non inclus
dans la
conven-
tion.

12. Un travail ou un type de travail accompli par la Compagnie avant la date d'acquisition et dont les modalités d'exécution ne sont pas prévues par la convention collective intervenue le 10 décembre 1979 entre la Commission et la Fraternité, doit faire l'objet d'une entente entre la Commission et la Fraternité dans les trente jours suivant l'envoi par l'une d'entre elles à l'autre d'un avis de négociation à ce sujet.

Arbitrage.

À défaut d'entente dans ce délai, le différend est soumis à l'arbitrage dans les quinze jours suivants en la manière prévue par les articles 74 à 91 du Code du travail. La sentence du conseil d'arbitrage fait partie intégrante de la convention collective visée dans le premier alinéa.

Modalités
d'exécution
de travail
continué
jusqu'à
entente.

Les modalités d'exécution de ce travail ou de ce type de travail qui existaient à la Compagnie avant la date d'acquisition continuent de s'appliquer jusqu'à ce qu'intervienne l'entente ou, selon le cas, la sentence prévue par le présent article et les salariés qui étaient, à l'emploi de la Compagnie avant la date d'acquisition et qui accomplissaient ce travail ou ce type de travail continuent à l'accomplir durant cette période.

SECTION III

ACQUISITION D'UNE PARTIE DES BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES D'AUTOBUS TRANS-URBAIN INC.

Interpré-
tation:

13. Dans la présente section, on entend par:

«Compagnie»;
«Syndicat».

1° «Compagnie»: la compagnie Autobus Trans-Urbain Inc.;

2° «Syndicat»: le Syndicat des chauffeurs d'autobus de Trans-Urbain (service local).

Dissolution
du
Syndicat.

14. Malgré le septième alinéa de l'article 287 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, c. 84) et l'article 45 du Code du travail, dans le cas où la Commission procède à l'acquisition, de gré à gré ou par expropriation, des biens meubles et

immeubles servant exclusivement ou principalement aux opérations de transport en commun de la Compagnie autre que celles relatives au transport scolaire, le Syndicat est dissout à compter de la date d'acquisition.

Disposi-
tions appli-
cables.

15. Les articles 4 à 12 s'appliquent, en les adaptant, à l'égard de l'acquisition de biens visée dans la présente section.

Interpré-
tation.

À cette fin, le deuxième alinéa de l'article 9 doit se lire comme si les mots «quarante-cinq heures» y étaient substitués aux mots «quarante-deux heures et demie».

SECTION IV

EXTENSION DU SERVICE DE TRANSPORT EN COMMUN

1969, c. 84,
a. 287,
mod.

16. L'article 287 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, c. 84), modifié par l'article 16 du chapitre 73 des lois de 1972, par l'article 140 du chapitre 38 des lois de 1973 et par l'article 5 du chapitre 104 des lois de 1978, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

Condition
d'extension
de service.

«La Commission peut étendre son service aux territoires desservis le 16 juin 1980 par l'une ou l'autre des compagnies Métropolitain Provincial (1967) Inc. et Autobus Trans-Urbain Inc., y compris à la partie de ces territoires située à l'extérieur du sien, à la condition d'acquérir, de gré à gré ou par expropriation, le capital-actions ou les biens meubles et immeubles de la compagnie au territoire de laquelle elle étend son service.

Condition
d'extension
de service.

Elle peut également étendre son service au territoire desservi le 16 juin 1980 par la compagnie Autobus Trans-Urbain Inc., y compris à la partie de ce territoire située à l'extérieur du sien, à l'égard des opérations de transport en commun de cette compagnie autres que celles relatives au transport scolaire, à la condition toutefois d'acquérir, de gré à gré ou par expropriation, les biens meubles et immeubles servant exclusivement ou principalement à ces opérations.».

CHAPITRE II

CONSTITUTION ET ORGANISATION DU CONSEIL DES ARTS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL

1969, c. 84,
aa. 87a à
87m, aj.

17. La Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, c. 84) est modifiée par l'insertion, après l'article 87, de l'intitulé et des articles suivants:

« § 4a. — *Conseil des arts de la Communauté urbaine de Montréal*

- Constitution.** «**87a.** Une commission permanente de la Communauté, ci-après appelée «conseil des arts», est constituée sous le nom de «Conseil des arts de la Communauté urbaine de Montréal».
- Fonctions.** «**87b.** Le conseil des arts exerce les fonctions suivantes:
- a) il dresse et maintient une liste permanente des associations, sociétés, corporations, organismes, groupements ou personnes qui participent à la vie artistique et culturelle sur le territoire de la Communauté;
 - b) il harmonise, coordonne et encourage les initiatives d'ordre artistique ou culturel sur le territoire de la Communauté;
 - c) dans les limites des fonds disponibles à cette fin, il désigne les associations, sociétés, corporations, organismes, groupements ou personnes ainsi que les manifestations artistiques ou culturelles qui méritent de recevoir une subvention, en fixe le montant et en recommande le versement par la Communauté.
- Pouvoirs et devoirs.** Le conseil de la Communauté peut, par règlement, accorder au conseil des arts tout autre pouvoir ou lui imposer tout autre devoir qu'il juge de nature à lui permettre de mieux atteindre ses fins.
- Membres, régie interne, procédure.** «**87c.** Le conseil de la Communauté détermine, par règlement, le nombre de membres constituant le conseil des arts, les qualifications qu'ils doivent posséder, la durée de leur mandat, l'époque et le mode de nomination et de remplacement de ces membres, ainsi que les règles de régie interne et de fonctionnement du conseil des arts et la procédure à suivre lors de ses assemblées.
- Qualifications.** «**87d.** Les membres du conseil des arts doivent être citoyens canadiens et domiciliés dans une municipalité faisant partie du territoire de la Communauté.
- Nomination.** Ils sont nommés par le conseil de la Communauté qui désigne parmi eux un président et deux vice-présidents, le tout sur rapport du comité exécutif. Le conseil de la Communauté peut rejeter ce rapport mais non l'amender.
- Remboursement des dépenses.** «**87e.** Les membres du conseil des arts ne sont pas rémunérés. Toutefois, ils ont droit au remboursement par le conseil des arts des dépenses autorisées par celui-ci et engagées par eux dans l'exercice de leurs fonctions.
- Personnel.** «**87f.** Les membres du conseil des arts peuvent s'adjoindre le personnel dont ils ont besoin, y compris un secrétaire, et fixer sa rémunération.

- Présomp-
tion.** Les employés du conseil des arts ne deviennent pas de ce seul fait fonctionnaires de la Communauté.
- Trésorier.** Le trésorier de la Communauté ou l'adjoint qu'il désigne est d'office trésorier du conseil des arts.
- Exercice
financier,
vérifi-
cation.** «**87 g.** L'exercice financier du conseil des arts coïncide avec celui de la Communauté et le vérificateur de cette dernière vérifie les états financiers du conseil des arts et, dans les cent vingt jours suivant l'expiration de l'exercice financier, fait rapport de son examen à la Communauté ainsi qu'à chacune des corporations municipales à l'égard desquelles le conseil des arts a compétence en vertu de l'article 87k.
- Fonds
spécial.** «**87 h.** Un fonds spécial, ci-après appelé «le fonds», est constitué sous le nom de «Fonds du Conseil des arts de la Communauté urbaine de Montréal». Le trésorier du conseil des arts en a la garde.
- Constitu-
tion.** «**87 i.** Le fonds est constitué:
- a) des dons, legs et subventions consentis au conseil des arts et approuvés au préalable par le comité exécutif;
 - b) des contributions des corporations municipales visées dans l'article 87k;
 - c) des sommes votées annuellement à cette fin à même le budget de la Communauté; et
 - d) des sommes mises annuellement à la disposition du conseil des arts et qui, à la fin de l'exercice financier, n'ont pas été utilisées.
- Montant
prescrit
par
règlement.** Le conseil de la Communauté peut, par règlement, prescrire le montant minimum qui doit être affecté chaque année aux fins du paragraphe c du premier alinéa. Tant qu'un tel règlement demeure en vigueur, le trésorier de la Communauté doit inclure le montant ainsi prescrit dans le certificat qu'il prépare conformément à l'article 247.
- Usage
du fonds.** «**87 j.** Le fonds sert exclusivement à verser les subventions autorisées par le comité exécutif sur recommandation du conseil des arts et à payer les frais d'administration de ce conseil.
- Reddition
de
comptes.** À la fin de chaque exercice financier, le trésorier du conseil des arts doit rendre compte à celui-ci des sommes versées en vertu du premier alinéa.
- Compé-
tence
territo-
riale.** «**87 k.** La compétence du conseil des arts s'étend à toute corporation municipale dont le territoire est situé, en tout ou en partie, dans un rayon de cinquante kilomètres de la limite terri-

toriale de la Communauté et qui en exprime le désir par résolution de son conseil transmise au secrétaire général de la Communauté.

Résolution. Le conseil d'une telle corporation municipale est habilité à adopter la résolution prévue par le premier alinéa.

Renouvellement tacite. Cette résolution reste en vigueur pendant une période de trois ans; elle se renouvelle ensuite par tacite reconduction à tous les trois ans pour une nouvelle période de trois ans, à moins que la corporation municipale n'ait donné au secrétaire général de la Communauté un avis à l'effet contraire au moins six mois avant la date d'expiration de la période de trois ans alors en cours.

Compétence. Le conseil des arts a compétence à l'égard de la corporation municipale tant que cette résolution demeure en vigueur.

Contribution annuelle. «**87l.** Le comité exécutif fixe la contribution annuelle que doit verser au fonds une corporation municipale à l'égard de laquelle le conseil des arts a compétence en vertu de l'article 87k; il fixe également les modalités et le délai de versement de cette contribution.

Fixation préalable de la contribution. Une corporation municipale peut exiger que le comité exécutif fixe à son égard, pour une période de trois ans, la contribution, les modalités et le délai visés dans le premier alinéa, et ce avant qu'elle ne transmette sa résolution au secrétaire général de la Communauté conformément au premier alinéa de l'article 87k ou, le cas échéant, au moins un mois avant l'expiration du délai dont elle bénéficie pour fournir un avis conformément au troisième alinéa de cet article.

Contribution obligatoire. Une corporation municipale à l'égard de laquelle le conseil des arts a compétence en vertu de l'article 87k a le pouvoir et est tenue de verser au fonds la contribution annuelle fixée à son égard conformément au présent article.

«territoire de la Communauté». «**87m.** Aux fins de la présente sous-section, l'expression «territoire de la Communauté» comprend le territoire d'une corporation municipale à l'égard de laquelle le conseil des arts a compétence en vertu de l'article 87k.».

Succession. **18.** Le Conseil des arts de la Communauté urbaine de Montréal succède au Conseil des Arts de la région métropolitaine de Montréal. Il en assume les obligations et en acquiert les biens, droits et privilèges.

Partie aux instances. Il est, sans reprise d'instance, partie à toute instance à laquelle le Conseil des Arts de la région métropolitaine de Montréal était partie.

Fonctions
continué.

19. Les membres, officiers et employés du Conseil des Arts de la région métropolitaine de Montréal continuent d'exercer, au Conseil des arts de la Communauté urbaine de Montréal, les fonctions qu'ils exerçaient au sein de l'organisme mentionné en premier lieu jusqu'à ce qu'ils soient remplacés conformément à la présente loi et ce aux mêmes conditions jusqu'à ce que celles-ci soient modifiées conformément à la présente loi.

Règlement
continu
en vigueur.

20. Le règlement numéro 2325 de la Ville de Montréal, dans la mesure où il n'est pas incompatible avec la présente loi, continue d'avoir effet jusqu'à ce qu'il soit modifié, abrogé ou remplacé par un règlement de la Communauté urbaine de Montréal adopté conformément à la présente loi.

Substitu-
tion.

La Communauté urbaine de Montréal est substituée à la Ville de Montréal aux fins du règlement numéro 2325 de cette dernière, comme s'il s'agissait d'un règlement adopté par elle-même.

Effet des
décisions.

21. Les décisions prises par le Conseil des Arts de la région métropolitaine de Montréal continuent d'avoir effet jusqu'à ce qu'elles soient modifiées, abrogées ou remplacées par une décision du Conseil des arts de la Communauté urbaine de Montréal.

Sommes
transfé-
rées.

22. Le Fonds du Conseil des arts de la Communauté urbaine de Montréal succède au Fonds du Conseil des Arts de la région métropolitaine de Montréal. Les sommes d'argent accumulées dans ce second fonds à la date d'entrée en vigueur de la présente loi sont transférées au premier.

Affecta-
tion de
montant.

23. Pour l'exercice financier 1980 de la Communauté urbaine de Montréal, le comité exécutif de cette dernière peut affecter au Fonds du Conseil des arts de la Communauté urbaine de Montréal le montant qu'il détermine, à même les crédits votés pour cette année par le conseil de cette Communauté aux fins des dépenses imprévues d'administration, règlement de réclamations et paiement de jugements. Le trésorier de la Communauté doit verser ce montant au Fonds.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

1959-60,
c. 102,
a. 195, ab.

24. L'article 195 de la Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, c. 102) est abrogé.

1969, c. 84,
a. 99, mod.

25. L'article 99 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, c. 84), modifié par l'article 7 du chapitre 82 des

lois de 1974, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

«j) constituer, conformément à la partie IA de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), une compagnie dont l'activité consiste principalement à fournir à autrui tous services, avis, matières, matériaux et équipement visés dans l'article 318*b*.».

1971,
c. 118, a. 2,
mod.

26. L'article 2 de la Loi concernant la municipalité du comté de Jacques-Cartier (1971, c. 118) est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

Fonctions
dévolues.

«Aux fins du présent article, le secrétaire de la Communauté urbaine de Montréal exerce les pouvoirs et remplit les fonctions du secrétaire-trésorier de la municipalité du comté de Jacques-Cartier.».

Entrée en
vigueur.

27. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions ou parties de dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreranno en vigueur à toute date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du gouvernement (*)

(*) Cette loi est entrée en vigueur le 3 juillet 1980 (Gazette officielle du Québec, 1980, Partie II, page 4357).